|  |  |
| --- | --- |
| **Ambassade de France en Tanzanie****Service économique de Dar es Salam** |  |
|  |

Point de situation économique et financière (juillet 2022)

|  |
| --- |
|  |

L'économie tanzanienne se remet progressivement des effets négatifs de la pandémie de COVID-19. La croissance annuelle moyenne de 6,4% entre 2000 et 2018 a permis la multiplication par 2,5 du PIB par habitant. La croissance est restée soutenue sur la période 2019-2020 à 5,9% et a atteint 4,9% en 2020-2021, malgré la crise sanitaire. Le financement d'urgence du FMI en 2021 a aidé à faire face aux pressions budgétaires, à préserver la stabilité et à financer la réponse économique et sanitaire des autorités à la COVID-19, mais le pays reste confronté à des défis de développement et de réformes pour libérer son potentiel économique. Les grands chantiers d’infrastructures en cours tels que le barrage Julius Nyerere et la voie ferrée Standard-Gauge Railway - SGR soutiendraient la croissance à moyen terme.

Le Troisième plan quinquennal de développement visant à accélérer la croissance économique et améliorer l'environnement des affaires

**Le Troisième plan quinquennal de développement de la Tanzanie 2021/22 - 2025/26 (FYDPIII) vise à accélérer la transition vers un pays à revenu intermédiaire, semi-industrialisé et compétitif,** tout en renforçant le capital humain et en assurant une croissance inclusive. Le plan vise à renforcer la croissance économique à une moyenne supérieure à 8 % à moyen terme, à améliorer l'environnement des affaires, les recettes publiques et les exportations, à réduire la pauvreté, à améliorer l'indice de développement humain et à réduire la mortalité.

**Toutefois, la transformation en une économie semi-industrielle peine à se concrétiser.** L’agriculture, majoritairement de subsistance, représente 30% du PIB (65% de la population active en 2019). Le pays est le 5ème producteur d’or du continent en 2021, mais enregistre un recul des exportations de 7,4% par rapport à 2020. Les services, 41% du PIB, sont dominés par le petit commerce employant 17 % de la population[[1]](#footnote-1).

**La croissance démographique pèse sur les efforts de lutte contre la pauvreté.** Avec 4,9 enfants par femme, la population croît de 3% par an. La pauvreté baisse en relatif mais augmente en valeur absolue avec un plus grand nombre de pauvres. Le développement des infrastructures demeure une priorité de la présidente Samia, mais le déficit de capacités dans les transports et l’énergie pèse sur l’essor du pays. Seulement 55% de la population a accès à un point d’eau amélioré (contre 68% dans la CAE, hors République Démocratique du Congo), 25% des Tanzaniens sont raccordés à un système d’assainissement et le taux d’accès à l’électricité, est loin d’être total, 73% en zone urbaine et 24,5% en zone rurale (2020).

La Tanzanie est confrontée à des défis de développement, exacerbés par la pandémie et les retombées de la guerre en Ukraine

La Tanzanie possède d'abondantes ressources naturelles et minières (notamment or et gaz naturel) et sa position géographique en fait une porte d'entrée pour le commerce régional. La faiblesse du capital humain et un déficit d'infrastructures limitent le potentiel de croissance du pays.

**Les retombées de la guerre en Ukraine freinent la reprise progressive de l'économie après la pandémie de COVID-19 à laquelle l’économie avait plutôt bien résisté.** Après un ralentissement à 4,9% en 2021, les autorités estiment la croissance à 4,8% en 2022, prévision confortée par 5,4% de croissance enregistrée au premier trimestre 2022. La reprise économique en 2021 a également été soutenue par une politique monétaire accommodante, qui a aidé la croissance du crédit au secteur privé à atteindre 13,4 % en avril 2022 (moins de 5% pendant la majeure partie de 2021).

La guerre en Ukraine devrait ralentir la reprise en 2022 en raison de la hausse des prix des carburant et des denrées alimentaires et des perturbations des marchés des engrais et des pesticides. Les flux touristiques paraissent moins impactés qu’attendu. L'inflation se situait à 4% en mai et à 4,5% en juillet 2022 contre 3,2% un an plus tôt. Le gouvernement multiplie les annonces d’initiatives pour soutenir les agriculteurs et développer les cultures de riz, blé, canne à sucre, avec l’appui des bailleurs de fonds.

**Le déficit du compte courant s'est creusé en 2021, la hausse des importations ayant plus que compensé la reprise des exportations.** Le déficit du compte courant s'est creusé à 3% du PIB en 2021 (contre 1,8% du PIB en 2020). Les exportations manufacturières et une reprise des recettes touristiques (qui ont presque doublé en 2021 mais sont restées à environ 50% du niveau d'avant la pandémie) ont soutenu les exportations. Les importations de biens et de services ont fortement augmenté, de 27,4% en glissement annuel en 2021, du fait d'importations importantes de biens de construction et de consommation, et d'une facture pétrolière beaucoup plus importante en raison de la hausse des prix du pétrole. Au 1er trimestre 2022, le solde du compte courant a continué de se détériorer. Bien qu'elles aient été stimulées par de nouvelles allocations de DTS et des décaissements de FCR en 2021, les réserves internationales brutes ont diminué d'environ 1,2 Md USD depuis septembre dernier pour atteindre environ 5,5 Md USD en avril 2022 (4,8 mois d'importations potentielles).

**La réponse à la pandémie de COVID-19 et l'impulsion donnée pour faire avancer les grands projets d'infrastructures publics ont augmenté le déficit budgétaire au cours de l'exercice 2020/21.** Selon le FMI, le déficit de l'exercice 2020/21 s'est creusé de 2 points de pourcentage (pp) à 3,9% du PIB, les revenus se contractant de 1,3 pp du PIB et les dépenses de développement augmentant (0,7 pp du PIB). Les autorités et les services prévoient un déficit global pour l'exercice 2021/22 de 2,8% du PIB. La collecte des recettes totales et fiscales s'est redressée d'environ 1,1 pp du PIB, malgré l'accélération du rythme des remboursements de TVA (0,4 pp du PIB). Les dons devraient augmenter de 0,2 pp du PIB, tandis que les recettes non fiscales resteront stables. Du côté des dépenses, les dépenses totales devraient augmenter d'environ 0,2 pp du PIB, avec une hausse plus importante des dépenses en biens et services que des dépenses de développement.

**Les vulnérabilités du secteur bancaire persistent, malgré les efforts de réforme en cours.** Le secteur bancaire se compose de 46 institutions financières : 34 banques commerciales, 5 banques communautaires, 5 institutions de microfinance et 2 banques de développement. Il est fortement concentré, en particulier dans les activités bancaires commerciales, les **quatre premières banques représentant plus de 50% du capital.** Un important programme de réforme du secteur financier a été entrepris en 2018 conduisant à une amélioration de la qualité de la collecte de données et la mise sur pied de tests de résistance du système. La banque centrale de Tanzanie (Bank of Tanzania) a également ordonné la fusion de petites banques sous-capitalisées. Malgré les mesures politiques de soutien qui ont amorti les effets de la pandémie, maintenu la liquidité du système et soutenu la rentabilité des banques, certaines faiblesses subsistent (prêts non performants élevés, sous-capitalisation des petites banques, vulnérabilités de change dans le système bancaire dollarisé).

La dette publique présente un risque modéré sur la soutenabilité selon le FMI, principalement en raison de facteurs conjoncturels

La dette publique a augmenté de 27,2% du PIB en 2010 à 41,5% en 2021 et devrait, d’après le FMI, s’inscrire dans une tendance à la baisse à moyen terme pour atteindre 39,5% en 2022. **En vingt ans, la dette extérieure publique en part du PIB a été divisée par deux, passant de 44,7% du PIB en 2000 à 22,4% en 2019.** Sur cette période, elle a augmenté en montant de 136,6% pour atteindre 14,2 Md USD en 2019, après avoir chuté de manière significative à 2,5 Md USD en 2006. Selon la Bank of Tanzania, l'augmentation est notamment due à la dépréciation du dollar américain par rapport aux autres devises dans lesquelles la dette extérieure est libellée.

**Le risque de surendettement sur la dette externe de la Tanzanie est passé de « faible » à « modéré » en septembre 2021.** Selon le FMI, cette dégradation provient essentiellement de deux facteurs, qui, combinés, ont entraîné la classification du risque de surendettement de la Tanzanie à modéré faisant passer le ratio service de la dette/exportations légèrement au-dessus du seuil limite (15,1% contre un seuil de 15%).

1. FMI [↑](#footnote-ref-1)